

14 octobre 2023

Israël-Palestine : un siècle de conflit en dates-clés

La guerre déclenchée le 7 octobre par le Hamas contre Israël n'est que le dernier épisode sanglant d'un siècle d'affrontements dans la région.

Par Romain **Imbach** et Pierre **Breteau**

L'attaque menée, samedi 7 octobre, par le Hamas contre Israël a suscité une sidération mondiale. Les connaisseurs de la région ont comparé l'effet de surprise à celui suscité par la guerre du Kippour, cinquante ans auparavant. D'autres évoquent les effets du blocus de Gaza, instauré en 2007, comme terreau de la puissance du Hamas.

Pour comprendre à quel point la guerre en cours s'ancre dans un siècle de tensions, de violences et de guerre, nous avons retracé les principales dates-clés du conflit israélo-palestinien, dont les prémices remontent déjà à plus d'un siècle.

1920-1948 : le mandat britannique sur la région

Après la défaite de l'Empire ottoman, la Société des nations (ancêtre de l'Organisation des Nations unies, ONU) confie en 1920 au Royaume-Uni un mandat sur la Palestine. Londres devient « gestionnaire » du territoire avec pour objectif de « placer le pays dans des conditions politiques, administratives et économiques qui permettront l'établissement d'un foyer national juif et le développement d'institutions d'autogouvernement ».

Sur le même modèle, Paris se voit confier un mandat sur la Syrie et le Liban actuels, qui prendra fin en janvier 1944.

Lire aussi : [Il y a cent ans, la France et la Grande-Bretagne se partageaient le Moyen-Orient](#)

29 novembre 1947 : Le plan de partage de l'ONU

[La résolution 181](#) votée par l'Assemblée générale de l'ONU le 29 novembre 1947 prévoit une séparation de la Palestine en trois : un État juif, un État arabe et une zone sous contrôle international qui inclut Jérusalem et sa « proche banlieue ». Il est accepté par une forte majorité des dirigeants du Yichouv – les représentants de la communauté juive de Palestine – mais rejeté par la quasi-totalité des représentants des Arabes de Palestine comme par les États arabes voisins.

14 mai 1948 : la déclaration d'indépendance de l'État d'Israël et la guerre israélo-arabe

Sans attendre la mise en œuvre hypothétique du partage de la Palestine, prévue par les Britanniques pour le 1er octobre 1948, David Ben Gourion, futur premier ministre de l'État hébreu, déclare l'indépendance d'Israël au dernier jour du mandat britannique, le 14 mai 1948 à Tel-Aviv.

Au lendemain de cette déclaration d'indépendance, à l'issue de mois de tension et de violences intercommunautaires, les armées de plusieurs pays arabes voisins envahissent le territoire de l'ancienne Palestine mandataire.

L'exode et les expulsions d'Arabes palestiniens, qui ont commencé avec les violences fin 1947, s'intensifient avec l'entrée en guerre d'armées arabes (essentiellement égyptienne, jordanienne, syrienne, libanaise et irakienne) par le nord, l'est et le sud.

Ces attaques sont repoussées et se soldent par la conquête par l'État hébreu d'un vaste territoire, bien plus étendu que celui proposé dans la partition de l'ONU. Pour les Arabes palestiniens, c'est la « Naqba » (« la catastrophe », en français) qui scelle l'exil forcé de 600 000 à 800 000 d'entre eux.

1967 : la guerre des Six Jours

La guerre des Six Jours éclate le 5 juin 1967. Israël attaque l'Égypte en raison du blocus de ses navires en mer Rouge, considéré comme un « acte de guerre en violation du droit international ». Après un succès militaire rapide au Sinaï, Israël contre-attaque la Jordanie en Cisjordanie puis la Syrie sur le plateau du Golan.

En six jours, Israël occupe toute la péninsule du Sinaï et rétablit la circulation de ses navires par le détroit de Tiran en mer Rouge, mais étend aussi son occupation sur la bande de Gaza, la Cisjordanie, le plateau du Golan et Jérusalem-Est. La guerre provoque un deuxième exode estimé par l'ONU à près de 500 000 Palestiniens.

La [résolution 242](#), approuvée à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU, souligne « l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre » et insiste sur la « nécessité d'œuvrer pour une paix juste et durable » et demande le « retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés au cours du récent conflit ».

D'abord sauvage au regard du droit israélien, la politique de colonisation en Cisjordanie débute après la guerre des Six Jours. Cette colonisation est toujours considérée comme illégale selon le droit international, comme l'ont rappelé 11 résolutions de l'ONU entre 1967 et 2016.

Lire le décryptage : [Cinquante ans d'occupation illégale en Cisjordanie : comment la colonisation n'a cessé de s'étendre](#)

1973 : la guerre du Kippour

Après des mois de tensions – essentiellement côté égyptien du fait de l'occupation israélienne du Sinaï –, l'Égypte et la Syrie cherchent à envahir l'État hébreu par le sud et par le nord.

Les forces armées israéliennes sont surprises le jour de Kippour, la fête la plus solennelle du calendrier juif, malgré plusieurs renseignements qui indiquent l'imminence d'une attaque. L'Égypte reprend le canal de Suez mais ne s'approche pas de la frontière sud d'Israël.

Dans sa contre-offensive et avant le cessez-le-feu, Israël reprend une partie du canal et parvient à encercler une partie de l'armée égyptienne. Dans le Golan occupé par l'armée israélienne depuis 1967, les forces syriennes percent d'abord les défenses avant d'être refoulées ; la contre-attaque de Tshal entre sur le territoire syrien et s'arrête à 40 km de Damas.

Les conséquences sont nombreuses côtés égyptien et israélien :

- à Tel-Aviv, une crise politique s'ouvre ; plusieurs généraux et responsables du renseignement démissionnent, de même que la première ministre Golda Meir ;
- les Égyptiens remportent des victoires militaires, ce qui panse les plaies de la défaite de 1967 et leur permet de négocier sur un pied d'égalité avec Israël.

Cette guerre facilite le lancement de pourparlers de paix entre l'Égypte et Israël, sous l'égide du président américain Jimmy Carter à Camp-David (Maryland) : la paix est signée le 26 mars 1979, le Sinaï est rendu aux Égyptiens en échange d'une reconnaissance mutuelle et de relations diplomatiques apaisées. Une partie des accords conclus concernant le sort de Gaza et de la Cisjordanie reste lettre morte.

1987-1993 : la première Intifada

La première Intifada (« soulèvement », en français) éclate le 9 décembre 1987 à Jabalia, camp de réfugié palestinien de la bande de Gaza, avant de s'étendre à l'ensemble de la bande de Gaza puis à la Cisjordanie. Cette période est marquée par d'émeutes violentes de la jeunesse, avec des jets de pierres sur l'armée israélienne, mais aussi d'attentats contre la population israélienne et des conflits entre mouvances palestiniennes. L'occupation israélienne, les conditions de vie et les inégalités avec le voisin hébreu, puis la répression violente de Tshal sont autant de facteurs nourrissant cette « guerre des pierres » qui a fait plus de mille morts côté palestinien et près de 300 côté israélien.

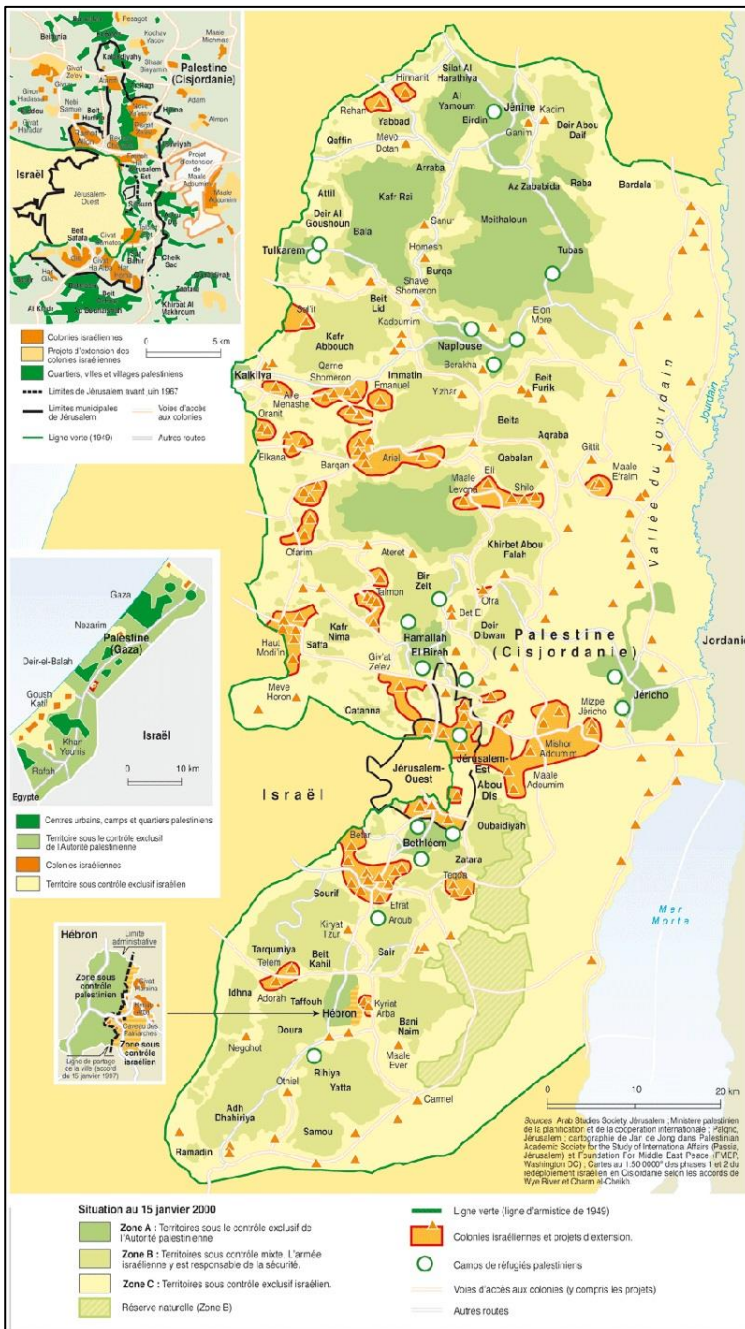
C'est dans le sillage de la première Intifada que naît le [Hamass](#) – de son vrai nom Mouvement de résistance islamique –, pour qui le « djihad » doit mener à la création d'un État musulman sur toute la Palestine. Cette position radicale conduit à des [affrontements sanglants avec l'Organisation de libération de la Palestine \(OLP\) durant l'été 1992](#), qui font plus de 800 morts.

1993 : les accords d'Oslo

Après six années d'Intifada et des pourparlers secrets pendant des mois entre négociateurs israéliens et palestiniens, les deux parties s'entendent sur leur reconnaissance mutuelle et sur « leurs droits politiques

mutuels et légitimes ». Ce texte, signé par les deux parties, prépare un cadre pour la période intérimaire dont le but est d'accompagner la Palestine sur la voie de l'autogouvernement.

Les territoires palestiniens après les accords d'Oslo II (1995)



- Zone A (territoires administrés par l'Autorité palestinienne)
- Zone B (administration civile palestinienne, contrôle militaire israélien)
- Zone C (territoires sous contrôle israélien qui devaient être progressivement converties en zones A et B)

L'OLP de Yasser Arafat accepte le principe du découpage temporaire des territoires palestiniens en trois zones, celles dans lesquelles le contrôle israélien cesse (les principales villes), celle où il est partagé avec les Palestiniens et celles où il reste total. Le nouveau premier ministre travailliste, Yitzhak Rabin, et son gouvernement reconnaissent l'OLP comme représentante légitime du peuple palestinien.

Mais cet accord ne sera jamais appliqué en totalité par Israël. Alors que les factions palestiniennes hostiles aux accords multiplient les attentats, Yitzhak Rabin est assassiné en novembre 1995 par un militant de l'extrême droite israélienne, ce qui contribue à faire dérailler le processus ; certains négociateurs, comme l'Israélien Yossi Beilin, estiment que le texte n'était pas allé assez loin, ne mentionnant par exemple pas d'étape menant vers le processus d'autogouvernement.

Selon [l'ancien ministre de la justice](#), « les opposants des deux bords étaient farouchement contre le partage des terres. Et ils ont fait tout ce qu'ils ont pu pour empêcher l'établissement de la paix. Le Hamas du côté palestinien, cet Israélien qui

a commis un massacre à Hébron. Et puis l'assassinat de Rabin lui-même. Tout cela, on ne s'y attendait pas. »

2000-2005 : la deuxième Intifada

En septembre 2000, la visite controversée de l'ancien ministre israélien hostile au processus de paix Ariel Sharon à Jérusalem sur l'esplanade des Mosquées, le mont du Temple pour les juifs, déclenche des émeutes palestiniennes dans les territoires occupés. Cette seconde Intifada s'intensifie avec une vague d'attentats-suicides commis par le Hamas et le Jihad islamiste dans les centres-villes israéliens.

En réponse, Israël multiplie les incursions militaires et entreprend en 2002 la construction d'une « barrière de séparation », reprenant en grande partie le tracé de la « ligne verte », et mène des bombardements sur des cibles de l'Autorité palestinienne et des groupes terroristes. [Le nombre d'attentats-suicides diminue par la suite](#), à partir de 2004, sans pour autant cesser complètement. Plus de mille Israéliens et trois mille Palestiniens perdent la vie au cours de cette seconde intifada.

Après la mort de Yasser Arafat, en 2004, remplacé en 2005 par Mahmoud Abbas, des contacts politiques reprennent entre Israéliens et Palestiniens, mais Ariel Sharon, devenu premier ministre d'Israël pendant l'Intifada, fait adopter à la même période un plan de désengagement unilatéral de Gaza. Il prévoit l'évacuation de 21 colonies de peuplement implantées sur ce territoire (et quatre en Cisjordanie), le retrait des forces militaires de Gaza, mais aussi le renforcement sécuritaire à la frontière israélienne, avec la création d'une zone tampon, le contrôle des frontières et de l'espace maritime et aérien. Enfin, Gaza reste dépendante à la fourniture d'eau, d'électricité et des moyens de communication fournis par Israël.

En 2005, désengagement de la colonisation dans la bande de Gaza.

2007 : Le Hamas prend Gaza et Israël instaure un blocus

Côté palestinien, le conflit entre le Fatah (composante principale de l'OLP) et le Hamas dégénère après les législatives de 2006, remportées par ce dernier. Dès lors, les deux groupes se livrent à des affrontements violents, qui conduisent à l'éviction du Fatah et de l'OLP de Gaza. Depuis, le Hamas gère la bande de Gaza et le Fatah la Cisjordanie. En réaction, Israël impose un blocus sur ce territoire et ses deux millions d'habitants à partir de juin 2007.

« [Plomb durci](#) » en 2008, « [Pilier de défense](#) » en 2012, « [Bordure protectrice](#) » en 2014, « Gardien des murs » en 2021, « Boucliers et Flèches » en mai 2023, autant d'opérations guerrières qui témoignent de l'escalade de la violence entre mouvements palestiniens et Israël. Aux milliers de tirs de roquettes palestiniennes, Israël répond par des raids aériens, assassinats ciblés, parfois extrêmement meurtriers pour les civils. Les victimes sont à plus de 80 % localisées en territoire palestinien

En mars 2011, Israël déploie un « [dôme de fer](#) », système antimissile destiné à intercepter environ 90 % des roquettes tirées depuis Gaza. Au cours du mois et demi de la guerre de 2014, 4 564 roquettes et mortiers ont été tirés depuis Gaza. Israël se fixe aussi pour objectif le démantèlement des tunnels, principalement côté égyptien, par lesquels le Hamas se fournit en armement. Une barrière, avec une partie souterraine pour empêcher la création de nouveaux tunnels, devait bloquer toute circulation de personnes ou de marchandises à des fins militaires. La construction de ces 65 kilomètres de béton et d'acier s'est achevée en décembre 2021.

La situation début 2023

Vainqueur des élections législatives en 2022, Benyamin Nétanyahou assure en présentant sa coalition, la plus à droite de l'histoire d'Israël, que son gouvernement « encouragera et développera le peuplement dans toutes les parties de la terre d'Israël », y compris en Cisjordanie.